

V

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

R.P. no 11.

P.

Rome, le 27 février 1948.

CONFIDENTIEL.

Importance internationale des élections italiennes.
=====

Monsieur le Conseiller fédéral,

Les événements de Prague apportent la preuve que le résultat des élections italiennes, fixées au 18 avril, présente une importance européenne et peut-être mondiale. Si, après avoir terrassé le franc-maçon Benès, Staline abattait le catholique De Gasperi, c'en serait fait de l'Occident et de la paix fragile qu'il s'efforce de consolider. L'exemple de la France après 1918, celui de l'Angleterre après 1945 montrent à quel prix, en notre siècle, s'achète la victoire. On ne saurait donc attendre le salut d'une guerre, même victorieuse, et encore moins d'une abdication de l'Europe. L'Italie semble destinée à décider du sort d'une civilisation.

C'est dire qu'il importe de suivre attentivement ce qui s'y passe et s'y prépare.

Dans les classes dites "dirigeantes" - aristocratie, bourgeoisie aisée, milieux industriels - les symptômes de panique se multiplient. J'en arrive à me demander si, en cherchant à galvaniser par la peur les tièdes et les hésitants, certains propagandistes

Monsieur le Conseiller fédéral Max P e t i t p i e r r e ,
Chef du Département politique fédéral,
B E R N E.

=====

./.



LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

- 2 -

du Vatican et de la démocratie chrétienne n'ont pas dépassé la mesure. Leur tactique peut réussir, mais c'est une arme à deux tranchants : elle risque de décourager les faibles qui, croyant tout perdu, jetteront le manche après la cognée; elle peut amener les opportunistes à s'imaginer que voter pour Togliatti, c'est voler au secours des vainqueurs ou, du moins, éviter d'être écrasés par eux.

Cependant, plusieurs des hommes qui tiennent en ce moment les leviers de commande paraissent avoir compris que, pour inspirer confiance, il ne faut pas se donner l'air d'avoir peur. Je vous ai déjà rapporté les propos de quelques-uns d'entre eux. Parmi les optimistes, je citerai encore M. Rebecchini, syndic de Rome, démocrate-chrétien, et, parmi les pessimistes, le marquis Paolucci de Calboli, ambassadeur en retraite, qui fut au palais Chigi, durant les premières années du fascisme, un des principaux collaborateurs du "Duce". M. De Gasperi, parlant à un déjeuner auquel assistaient une centaine de correspondants de journaux étrangers, a exprimé son ferme espoir de gagner le combat qu'il livre "pour la liberté politique et la justice sociale". Il a reproché à certains de ses auditeurs de se laisser trop fortement impressionner par les difficultés que rencontre l'Italie et d'en tirer des conclusions excessives. Le comte Sforza, se cantonnant dans le domaine de la politique étrangère, a cité le projet d'union douanière franco-italienne comme un exemple à suivre pour réaliser l'union européenne, seul moyen de garantir la stabilité du continent.

./.

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

- 3 -

Une autre preuve que les chefs de la coalition gouvernementale ne se croient pas sérieusement menacés par le "Bloc du peuple", c'est qu'ils ont rejeté l'idée d'un bloc anticommuniste proposé par le député monarchiste Roberto Lucifero. Il y a plusieurs raisons à ce refus. D'abord, comme me le disait l'autre jour M. Merzagora, l'offre s'est produite trop tard pour qu'il fût possible de modifier, en vue d'une action efficace, les positions antérieurement adoptées. Ensuite, les démocrates-chrétiens et leurs alliés ne désirent pas que leurs adversaires de gauche puissent les accuser de rechercher l'alliance des réactionnaires les plus coriaces. Enfin et surtout, ils savent bien que, même sans alliance déclarée, les droitiers seront avec eux contre l'extrême-gauche (sauf, peut-être, quelques extrémistes décidés à pratiquer la politique du pire).

Le cardinal-archevêque de Milan, dans une lettre pastorale, ordonne à son clergé de refuser l'absolution aux militants des partis ennemis de l'Eglise et qui refusent d'abjurer les erreurs. Les maisons de ces hérétiques ne devront pas être bénies pendant la semaine sainte (L'usage, en Italie, est que, dans toutes les paroisses, le curé ou un prêtre délégué par lui bénisse, à ce moment de l'année, les demeures de tous les habitants, même non-catholiques). Cette intervention énergique de Mgr Schuster ne semble pas avoir été très appréciée même des journaux démocrates-chrétiens, monarchistes et conservateurs. Elle n'est commentée ni par le "Popolo", ni même par l'"Italia Nuova", ni par le "Tempo", ni par

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

le "Messaggero". L'"Umanità" de M. Saragat la critique sévèrement. Le communiste milanais Longo, appuyé par l'"Unità", affirme qu'elle constitue le délit prévu et puni par l'article 71 de la loi électorale, lequel voue à la prison les ministres des cultes (de tous les cultes) qui, abusant de leur autorité, cherchent à engager les électeurs pour ou contre certaines listes ou certains candidats. L'organe communiste oppose à l'ardeur belliqueuse du cardinal la mansuétude évangélique du camarade Terracini, qui a proposé à tous les partis une trêve visant à donner aux élections un "climat" de sérénité et de "fair play".

La police de M. Scelba continue à découvrir et à séquestrer des dépôts clandestins d'armes et de munitions. D'aucuns prétendent cependant que la contrebande de ces articles s'exerce en grand à travers l'Adriatique : on y emploierait même des sous-marins.

L'issue du duel Gottwald-Benès et la défaite de ce dernier donnent à tous les Italiens, sans distinction de parti, le sentiment que la partie engagée chez eux mérite d'être jouée avec toute la force et toute l'adresse dont sont capables les équipes en présence. Il faut donc s'attendre à ce que, de part et d'autre, on fasse appel à toutes les ressources disponibles pour la gagner.

Veillez agréer, Monsieur
le Conseiller fédéral, l'hommage de mon respect.

R. du Bois